

DEPARTEMENT de la SEINE-et- MARNE

**COMMUNE de NONVILLE**

**ENQUETE PUBLIQUE**

*Relative à la demande d'autorisation présentée par la société BRIDGE ENERGIES afin de réaliser des travaux miniers sur la concession de Nonville (77)*

**PROCES – VERBAL de SYNTHESE**

L'enquête dont le présent procès-verbal de synthèse rend compte, a été faite au titre de la réglementation des travaux miniers (travaux miniers, stockage souterrain, police des mines ),et du code de l'environnement.

L'arrêté préfectoral diligentant l'enquête (2023/03/DCSE/BPE/M du 15 mai 2023 (Seine-et-Marne) fait état des nomenclatures des codes (miniers et environnement) intéressant cette demande d'autorisation.

***Désignation du commissaire enquêteur***

Le 27 avril 2023, le Tribunal Administratif de Melun, a désigné M. Bernard Panet comme commissaire enquêteur.

***Siège de l'enquête***

Le siège de l'enquête a été fixé en mairie de Nonville.

***Rappel de l'objet de l'enquête***

L'enquête porte sur la demande d'autorisation de la Sté Bridge Energies d'effectuer deux nouveaux forages (un forage d'exploitation, un forage injecteur) sur son site existant.

### ***Publicité de l'enquête***

L'enquête a été annoncée par voie de presse dans deux journaux locaux, dans les délais légaux, ainsi que sur le site internet de la préfecture, et a fait l'objet d'un affichage administratif (mairie de Nonville), et sur le site .

### ***Dossier***

Un dossier complet et conforme à la législation a été mis à la disposition du public en mairie de Nonville, et ce même dossier pouvait être consulté sur le site internet de la préfecture.

Il était également consultable sur le site dématérialisé de Publilégal.

Le dossier (complet et très détaillé) correspond à celui déjà présenté lors de l'enquête publique de 2020, complété en 2023, notamment par la réponse de la MRAe et le retour correspondant de BE.

### ***Permanences***

Le commissaire enquêteur, conformément à l'arrêté préfectoral diligentant l'enquête a effectué cinq (5) permanences en mairie de Nonville qui se sont déroulées sans incident.

### ***Observations du public***

Le public pouvait faire ses observations sur le registre à sa disposition en mairie de Nonville, ainsi que par internet (Publilégal, préfecture).

Au cours des 40 jours consécutifs d'enquête publique (du 12 juin 2023 au 21 juillet 2023) 47 observations ont été faites sur les registres physique et dématérialisés :

- 21 sur le registre en mairie de Nonville ;
- 26 sur le site Publilégal ;

On notera les avis négatifs des communes de Nonville (plus pétition) et de La Genevraye .

La société Bridge Energies a été destinataire des copies de toutes ces observations. Les interventions du public – sauf une – sont toutes opposées au projet et les arguments et reproches peuvent se résumer de la façon suivante :

- problème des **odeurs** dues au site, qui n'ont pas été éliminées malgré les promesses de la société BE ;
- transports et **circulation** complémentaires existants et induits par

- l'augmentation de l'activité (volume extrait) ;
- **risques pour l'alimentation en eau de Paris** (avis défavorable d'Eau de Paris;
  - pollutions et nuisances générales dues aux nouveaux forages ;
  - proximité des maisons ,d'un centre équestre ,d'une zone Natura 2000 ;
  - inutilité et incohérence d'un tel projet dans le contexte de diminution programmée des produits pétroliers ;
  - inconvénients et nuisances du chantier ;
  - problèmes posés par un éventuel nouveau site (PLU, mêmes nuisances ,même problématique générale...) ;
  - Manque de confiance dans la société pétitionnaire ;

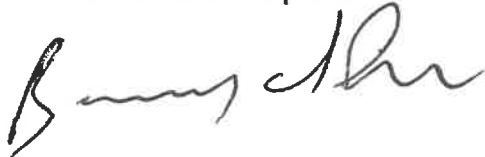
### **Questions du commissaire enquêteur**

Outre les réponses aux interventions sur les registres, le commissaire enquêteur a précisé qu'il souhaite que lui soient confirmés, précisés ou reprecisés :

- à quelle date précise le site a-t-il été mis en exploitation ;
  - si le site a fait l'objet d'une interruption de production ,et si oui à quelle époque ;
  - à quelle date précise l'exploitation par BE a-t-elle commencée ;
- les avis et réponses des services ou autres qui ne seraient pas dans le dossier ;
- le trajet du drain dans les parties susceptibles de traverser une nappe d'eau ;
  - la filiation de la société pétitionnaire ,sa structure ,ses garanties financières ;

Procès-verbal établi à Le Kremlin-Bicêtre le 27 juillet 2023 et signé sur le site.

Le commissaire enquêteur



pour la société Bridge Energies

